



Confidentiel

MISE

CASE NO: ICR-98/4145  
EXHIBIT NO: 143/11/83  
DATE ADMITTED: 13-4-2005  
TENDERED BY: DEFENCE  
NAME OF WITNESS: DM 25

Sen Excellence Monsieur le Premier  
Ministre  
KIGALI

OBJET : Rapport hebdomadaire  
sur la Sécurité  
Extérieure du pays.

LA RÉGION  
Date entre 15-10-92  
No. 14157/06.7

Excellence Monsieur le Premier Ministre,

J'ai l'honneur de vous faire parvenir  
le rapport hebdomadaire sur la sécurité extérieure et même  
intérieure du pays arrêté au 26 Septembre 1992.

A. FPR/UGANDA

Les négociations entre le Gouvernement Rwandais et nos  
agresseurs INKOTANYI suspendues dans leur 3ème phase à  
ARUSHA le 18/09/1992, reprennent, en principe le 05/10/1992.  
Mais au moment où nous attendons ces négociations, je voudrais  
encore une fois tirer la sonnette d'alarme sur l'imminence  
d'une attaque d'envergure qui devrait permettre aux INYENZI-  
INKOTANYI de prendre d'assaut la Capitale KIGALI ou tout au  
moins une plus large portion du territoire national.  
L'objectif étant et ayant toujours été de prendre le pouvoir  
à KIGALI et non de le partager.

Les signes avant-coureurs sont là, et le prétexte de la  
surprise ne pourrait être invoqué.

1. D'une source généralement sûre, nous apprenons que le FPR,  
par le biais de ses éléments infiltrés ou de ses complices  
dans notre pays, est à l'origine et se réjouit de la  
mauvaise situation engendrée dans notre pays par diverses  
agressions et provocations. Ses infiltrés et complices  
dans notre pays ont reçu l'ordre, le 22/09/1992, de  
multiplier les activités terroristes jusqu'au départ  
définitif du Président HABYARIMANA que ce soit avant  
ou après les élections présidentielles.

Le 26/09/1992, les complices du FPR au sein de la CDR

A08 P. 12

CONFIDENTIEL

Parallèlement, ordre a été donné à toutes les unités d'intensifier les infiltrations dans notre pays et les activités de reconnaissance autour et à travers des lignes des FAR et tout particulièrement dans la région de GATUNA-OUEST. L'ordre donné aux unités de GATUNA, KISORO et KAMWEZI le 25/09/1992 était encore plus précis car il se concluait en ces termes "... même si l'Etat MRND a finalisé ses préparatifs, nous devons encore une fois lui lancer un défi sans aucune forme de procès".

Aux complices du FPR au sein de la CDR et des autres partis, la consigne donnée est de s'approcher des agents de sécurité pour découvrir leur stratégie contre le FPR d'une part, et détourner leur attention d'autre part.

Enfin, de la même source, il nous revient que le FPR continue à accroître ses effectifs. L'opération de distribution des nouveaux soldats se poursuit. L'effectif des INKOTANYI s'élèverait actuellement à  $\pm$  14.000 hommes dont 373 Officiers.

2. Ces derniers jours, le FPR, par le biais de l'UGANDA, s'est surarmé de façon extraordinaire. D'après notre Ambassade à WASHINGTON qui cite en partie le WASHINGTON Post du 10 Septembre 1991 et ses propres informateurs, les missiles TOW que se procurait frauduleusement BISANGWA MBUGUJE Innocent aux USA devaient être utilisés sur les Hélicoptères CHINOOK. L'UGANDA était encaïn d'en négocier l'achat auprès de Mc DONNELL DOUGLAS CORPORATION et en aurait déjà acquis 16 alors basés à PHILADELPHIE dans l'Etat de PENNSYLVANIE. Bien qu'achetés officiellement par l'UGANDA, ces Hélicoptères appartiendraient en réalité au FPR qui disposerait déjà de 10 autres basés à MBARARA.

Notre Ambassade à KAMPALA devra mener des investigations dans ce domaine et nous fixer sur la puissance aérienne de la NRA/FPR (nombre et type d'appareils ainsi que le type d'armement).

Mais d'ores et déjà, il y a lieu de remarquer que, comme cela ressort de la lettre n° 0520/16.11.11/92 du 02 Septembre 1992 adressée au Ministre des Affaires Etrangères et de la Coopération par notre Ambassade à NAIROBI, la phase de l'intervention de l'aviation a fait l'objet d'un communiqué publié à BRUXELLES par le FPR à travers BIZIMUNGU Pasteur. Cette menace est à prendre au sérieux.

3. La même lettre de notre Ambassade à NAIROBI relève ce que d'autres observateurs avisés ont déjà relevé, à savoir que

# Confidentiel

Pour les INYENZI les négociations d'ARUSHA et le Cessez-le-feu qui en a résulté constituent un moment de répit pour reprendre le souffle et bien étudier les lignes de défense des FAR en préparation de l'assaut final sur KIGALI. Exemples à l'appui, notre Ambassade démontre la contradiction entre la propagande pacifique du FPR à ARUSHA et son comportement réel sur terrain :

- De négociation en négociation, le RWANDA a multiplié les concessions (amnisties, nouvelle carte d'identité, acceptation du partage du pouvoir avec le FPR, principe de fusion intégration des armées,...) tandis que le FPR n'a jamais rien concédé sur les 8 points de son programme initial d'Octobre 1990 !
- Le FPR, qui a attaqué le pays en Octobre 1990 au nom des réfugiés de 59 et 73 principalement, se fait représenter aux négociations par BIZIMUNGU Pasteur, qui, non seulement n'est pas réfugié politique mais un simple fugitif d'Octobre 1990, et ne connaît rien des problèmes des réfugiés de 1959 et 1973 mais aussi et surtout ne représente rien dans la hiérarchie du FPR qui puisse lui conférer les prérogatives de négocier en son nom. Même Alexis KANYARENGWE, Chairman, ne peut prétendre prendre des engagements au nom du FPR. C'est la chasse gardée de KAGAME qui ne reçoit ses ordres que de MUSEVENI.
- Le FPR se comporte à l'égard du Régime de KIGALI exactement comme la NRA à l'égard de celui de KAMPALA du temps d'OKELLO (1985-1986). C'est ainsi qu'il réclame le pouvoir par voie non démocratique, l'intégration des FAR dans RPA (Crf à ce qu'a déclaré KAGAME à la BBC au lendemain de la signature des Accords de N'SELE et juste avant les négociations d'ARUSHA), la suspension et non l'amendement de la Constitution et autres textes légaux s'y référant, ...bref la destruction de la définition de l'existence légale du pays comme tel, sans oublier qu'il refuse obstinément de jouer le jeu démocratique et préfère rester une opposition armée.
- 4. Le FPR intensifie la collecte de fonds et les recrutements aussi bien à l'intérieur qu'à l'extérieur de notre pays. L'objectif de l'ennemi serait d'atteindre l'effectif de 20.000 hommes militairement bien formés qui seraient en mesure d'anéantir les FAR sans difficultés.

A l'intérieur du pays le parti PL est pointé du doigt comme étant chargé d'organiser les recrutements à travers une pratique

Explicitement  
attachés

Note H  
référer  
à "Tut"

- 4 -

Des recruteurs cités nommément en plus de SISI Evariste déjà légendaire, sont RWABUKUMBA Vénuste de RWABAGANA, GISAGARA de BIRYOGO près du BAR LA DEVINIERE, HARUNA, Directeur de l'Ecole Technique MUHAZI et qui se fait aider par Jérôme, Chauffeur habitant près de CINE EL MAY et la nommée KABARERE Consolée originaire de KIBUNGO.

S'agissant des départs, citons en exemple les 9 du Secteur KIVUMO - Commune MUGANZA.

Ils ont traversé la frontière le 20/09/1992 via KIBAYI et auraient passé la nuit en Commune MARANGARA (BURUNDI) chez NYIRASHUMBA.

Il s'agit de :

- NSENGIYUMVA Joseph, fils de IYAMUREMYE Antoine
- MUTUYIMANA Vianney, fils de NGENDAHAYO Superius
- BIZUMUREMYI Pascal, fils de GAKWAYA
- RUTAGENGWA Emmanuel, fils de KARENZI Joseph
- RUTAYISIRE Pascal, fils de KARAMAGA
- GAKWERERE Philippe, fils de LITAPAREMYE Anastase
- IYAKAREMYE Isaac, fils de BIZORORORI
- MAZIMPAKA Alphonse, fils de MUYAKARI
- KARANGWA, fils de KAZIMOTO.

Dans ces conditions, il faudrait :

a. Que tous les Services de Sécurité et toutes les structures administratives redoublent d'effort dans la lutte anti-terroriste et que les coupables soient punis de façon exemplaire et en tenant compte de la situation de guerre, ce qui peut être une circonstance aggravante.  
La piste "FPR" devra chaquefois être exploitée dans chaque cas de banditisme ou de terrorisme.

b. Que tous les partis politiques agréés dans notre pays cessent toutes les querelles partisans qui débouchent sur des affrontements insensés au profit de l'ennemi et privilégient plutôt l'intérêt supérieur de la Nation, lequel commence par son intégrité.

Toute action ou tout propos de nature à aider directement ou indirectement l'ennemi, doivent disparaître de nos habitudes et comportements.

Mais, étant donné que la plupart des principaux partis politiques agréés dans notre pays semblent infiltrés par l'ennemi, il est essentiel que cette déontologie politique bénéficie d'une très large diffusion auprès de la population

*This  
C'est  
un des  
militants  
de*

CONFIDENTIEL

c. Que les plus hautes autorités du pays, en l'occurrence le Président de la République, le Premier Ministre, le Gouvernement et le CND privilégient la concertation à la confrontation.

Cette dernière non seulement dessert le pays mais surtout sert l'ennemi dans le cadre de son plan de déstabiliser le Gouvernement en place et d'en rejeter la responsabilité au Président de la République et son parti ou vice-versa et d'opposer le Gouvernement au Parlement.

C'est une autre tactique bien connue dans la guérilla.

d. Que nos unités sur terrain redoublent la vigilance, prêtes à parer à toute attaque de l'ennemi. Elles doivent elles-mêmes opérer la reconnaissance en profondeur dans les lignes ennemies comme l'ennemi le fait dans nos lignes pour évaluer sa force de frappe et essayer de percer ses intentions par le biais de ses mouvements de troupes et d'armement.

e. Que les équipes mixtes de surveillance de la frontière convenues dans le cadre des modalités pratiques de mise en application de l'accord de sécurité entre l'UGANDA et le RWANDA soient déployées sur terrain dans les plus brefs délais.

Même s'il a été démontré que ces équipes se heurtent à une multitude d'obstacles et d'astuces pour les empêcher de connaître les activités du FPR en RWANDA, il a été aussi établi qu'elles peuvent en gêner les mouvements importants de troupes ou d'armement lourd qu'il est obligé d'opérer de nuit ou, s'il les opère de jour sous la couverture de la NRA, ceux-ci sont observés par ces équipes.

Par recoupement ou par déduction, il est aussi possible de prévenir une attaque à un endroit donné en tenant compte des mouvements signalés en sa direction ou de l'insistance de la partie Ugandaise à empêcher les équipes de s'y rendre.

Or, il est évident que c'est en ce moment précis de relative accalmie que le FPR consolide ses positions, et que donc les mouvements de renforts en hommes, de matériel de guerre armement lourd, de vivres, ... sont les plus intenses à partir de l'UGANDA.

Evidemment, il faut aussi relever qu'un problème subsiste, celui des bases de contrôle se trouvant dans les zones occupées par l'ennemi côté rwandais tels que BUTARO, GATUNA et KANTICA mais il y a moyen de le contourner, dans l'immédiat.

Confidentiel

f. Que tous les moyens soient réunis pour doter les FAR d'un équipement approprié pouvant leur permettre de tenir tête à une offensive surtout aérienne de la NRA/FPR et de contre-attaquer de façon adéquate. Il s'agit entre autres de missiles anti-aériens et anti-tank (Tow Missiles ou STINGER missiles), des canons anti-aériens, des véhicules blindés et des Hélicoptères de combat.

Parallèlement, la préparation pour contrer une attaque terrestre d'envergure doit se poursuivre car il est quasi certain que le FPR combinerait les deux; et il ne faut pas que les FAR se laissent bernier par ce court répit qui n'aura servi, pour le FPR, qu'à se réorganiser pour mieux attaquer.

g. Que le RWANDA (négociateurs) prenne à témoin nos médiateurs et observateurs pour réclamer que le FPR revienne à la raison et négocie sérieusement, ce qui implique aussi de sa part des concessions comme le RWANDA en a faites et des revendications raisonnables.

L'attention de ces mêmes médiateurs et observateurs devrait être attirée, discrètement, sur la trop faible et inadéquate représentation du FPR dans les négociations compte tenu du faible poids de BIZIMUNGU Pasteur.

h. Que la population rwandaise soit sensibilisée à poursuivre sa contribution à l'effort de guerre car celle-ci n'est pas encore finie.

Il faut soutenir matériellement et moralement les FAR et les déplacés de guerre.

i. Que les FAR poursuivent le recrutement et surtout l'entraînem de troupes fraîches pour équilibrer les forces et éviter de se faire bousculer ou encercler par les troupes du FPR plus nombreuses lors d'une offensive terrestre. Dans ces recrutements, il faudrait privilégier les jeunes provenant des zones de combat pour deux raisons principales :

- (1) ce serait les sauver de la misère des camps de déplacés où ils restent désœuvrés et affamés alors qu'ils ont la force de travailler.
- (2) pour avoir subi tous les affres de cette guerre, ils sont moralement plus motivés que quiconque.

j. Que tous les recruteurs identifiés et chargés par les recrues soient interpellés et punis sans complaisance. De même que ceux dénoncés par les voisins si ceux-ci fournissent des indices sérieux de culpabilité.

Way to the  
intermediaries  
as a first  
step

B. RWANDA

1. RWANDA/FPR

- 7 -  
Confidentiel

De sources différentes, l'on continue à signaler des infiltrations des INTENZI dans la Capitale et surtout dans les Communes environnantes telles que GIKORO, GIKOMERO et RUBUNGO. L'une des couvertures adoptées serait de se faire passer pour des déplacés de guerre en provenance des zones de combat. D'autres se font passer pour des détraqués mentaux pour épier le dispositif de défense de la Capitale. Les objectifs privilégiés seraient la Capitale, l'Aéroport Grégoire KAYIBANDA et le Camp Colonel MAYUYA.

D'autres infiltrations massives sont signalées dans la Préfecture de BUTARE. Une source y basée analyse cette Préfecture et conclut qu'elle constitue un tremplin pour l'ennemi. Cette source relève que cette Préfecture et surtout la Ville de BUTARE compte beaucoup de tutsi aisés socialement qui ont asservi les hutu en commençant par les autorités afin que tous leurs désirs soient instantanément exhaussés.

Tous les Services de sécurité et toutes les autorités doivent conjuguer les efforts pour contrer ces infiltrations :

- Les Bourgmestres par le biais des Conseillers et des membres des Comités de Cellule doivent identifier régulièrement tous les déplacés de guerre hébergés dans leurs Communes et ceux qui les hébergent. Tout nouveau déplacé doit être accepté après avoir été présenté à l'autorité du Secteur.
- Des patrouilles militaires nocturnes doivent être ordonnées autour des camps militaires.
- Des fouilles et rafles doivent être opérées dans la Capitale et ses environs, simultanément ou quartier par quartier en commençant par ceux qui entourent les camps militaires ou autres installations classifiées et par ceux à haute densité de population tutsi tels MUMENA, CYIVUGIZA, ....
- Tous ceux qui se prétendent fous et errent dans la Capitale doivent être ramassés et acheminés pour examen au CARAES-NDERA. Ceux confirmés fous seraient internés tandis que les autres seraient interrogés à fond.
- Le MININTER et l'EM Gd devront vérifier l'exactitude de la situation décrite à BUTARE et prendre des mesures qui s'imposent.

2 RWANDA/POLITIQUE

This can explain why Butare was cited as a prefecture infiltrated by the enemy. The situation in Butare is very serious. In Feb 94, the situation was very serious.

CONFIDENTIEL

Le 21/09/1992 vers 09H00, un policier de la PVK a interpellé un bandit qui venait de voler dans les environs de GAKINJIKO. Pour le protéger, d'autres bandits ont ceinturé le policier par derrière. Un autre policier qui avait suivi la scène descendit de deux coups de balles le bandit qui avait attaqué le policier de derrière. Depuis lors, la jeunesse du PSD-ABAKOMBOZI, a répandu la nouvelle que la PVK et ses policiers s'attaquent aux ABAKOMBOZI et la tension couve toujours entre ceux-ci et les policiers de la PVK.

Une tentative des ABAKOMBOZI de bloquer la route (Avenue du Commerce) au niveau de la Permanence du PSD a avorté ce jour-là.

- En date du 19 Septembre 1992, un communiqué de presse séditionnel (Spécial numéro 3) attribué au parti CDR - Région de KIGALI car portant son cachet, a été diffusé dans la ville de KIGALI et certainement ailleurs.

Ce tract s'en prenait principalement au Premier Ministre et au Ministre de la Défense accusés de mal gérer les Forces Armées.

Le 22 Septembre 1992, j'ai présidé une réunion des Chefs d'Etats-Majors élégués au Directeur de Cabinet, aux Directeurs Généraux MINADER et aux Chefs des Bureaux des deux Etats-Majors pour analyser ce document intitulé "UBURANGARE BWA MINISTRI W'ENGABO BUSHIRI INTAMA NGABO Z'IGIHUGU ZICIKAMO IBICE BITYO INTENZI-INTORANYI BIKAGIRA KU MUGAMBI WAZO".

- S'agissant des auteurs du communiqué, la réunion a réalisé que des Officiers appartenant à un organe de commandement ont largement contribué à l'élaboration de ce tract dont le Président du CDR en la personne de Mr BUCYANA Martin et le Comité Exécutif du CDR ont dénoncé le contenu dans le communiqué spécial n° 6 de ce parti émis le 23/09/1992.
- Quant à l'objectif visé, les auteurs de ce communiqué ne visent rien d'autre que la déstabilisation des Forces Armées Rwandaises par diverses voies détournées : divisions régionales, propos diffamatoires à l'endroit du Ministre de la Défense et du Premier Ministre, compromission de la liberté d'action des organes de décision dans la gestion du personnel, incitation des Officiers à la méfiance envers les autorités, etc....

Il semble aussi que les mêmes auteurs espéraient avec ce tract que les militaires renverseraient l'actuel Gouvernement pour installer un autre qui est de leur goût.

- Concernant la conduite à tenir vis à vis de ce communiqué, la réunion a retenu les actions ci-après :



- a. Entreprendre une action urgente d'information pour minimiser l'impact des réalités déformées contenues dans le document. Prévenir les membres des FAR contre les visées déstabilisatrices de certains même d'entre eux.
  - b. Rassembler les preuves pour intenter une action en justice contre la CDR-Région de KIGALI aussi longtemps que le communiqué n'aura pas été démenti. Cette saisine offre l'avantage de mettre la CDR devant ses responsabilités. Soit la CDR persisterait dans ses déclarations et dénoncerait les militaires qui ont fourni les éléments du communiqué soit elle se désolidariserait du document et procéderait à un démenti officiel.
  - c. Faire un effort visant à empêcher la diffusion du communiqué.
  - d. Faire un effort auprès des Officiers cités dans le texte pour préserver leur moral et leur confiance envers le Commandement.
  - e. Poursuivre la politique de transparence et d'équité dans la gestion du personnel des FAR.
- Il est à noter qu'une enquête est en cours en vue de l'établissement des responsabilités.

A la fin du mois dernier, les partis MDR, PL et PSD d'une part et le parti CDR d'autre part s'apprétaient à faire des manifestations. Les premiers pour condamner le Président HABYARIMANA et le second pour empêcher le Gouvernement NSENGIYAREMYE d'atteindre ses objectifs et surtout qui auraient empêché les négociateurs d'accéder aux revendications du FPR, bloquant ainsi les négociations ainsi que le Premier Ministre qui collaborerait trop étroitement avec le Président de la République. Et le second pour réclamer la libération de NGEZE HASSAN au lieu où il aurait été arrêté comme l'avait ordonné le Conseil de la République car aux yeux du CDR, c'aurait été une arrestation illégale.

En ce qui concerne les négociations d'ARUSHA III, les communes étaient en fait partagées :

- Le MRND soutient ces négociations même si certains de ses membres estiment qu'elles n'aboutiront pas à cause de la complicité de certains partis politiques qui soutiennent la cause du FPR. Ils veulent qu'on leur fasse des concessions sans contre-partie. Certains extrémistes de ce parti trouvaient que les négociations ont échoué et que la guerre allait reprendre.
- Pour les partis MDR, PSD et PL, l'aboutissement des négociations est entravée par le Président HABYARIMANA et le MRND est plus haut.
- Le Parti CDR estimait quant à lui que le Gouvernement n'était pas en mesure de mener à bien les négociations.

Il n'est pas sûr que  
MRND fait support  
à la négociation

Ils devaient rejoindre la base de BISENGIMANA à l'ile MUKW-  
d'où ils devaient partir pour le RWANDA pour y accomplir des  
missions de sabotage.

Les armes et munitions (fusils démontés et caisses de grenades  
et de cartouches) leur auraient été distribuées la veille à la  
résidence de KANYABUTEMBO à BUKAVU.

D'autres informations en provenance de CYIMBOGO et GISHOMA-  
CYANGUGU font état de rwandais qui suivent des entraînements  
militaires à KAZIBA, zone WALUNGU en Région du SUD-KIVU.

Cette force serait prête à attaquer notre pays en entrant par  
les passages non contrôlés de notre frontière avec le ZAIRE  
comme à RWAKIMOSO, Secteur NYENJI Commune GISHOMA.

Une fois encore, je recommande que nous fassions tout le nécessaire  
pour pouvoir manipuler les services Zaïrois locaux afin qu'ils  
nous aident à vérifier de telles informations et surtout à contrer  
toute menée belliqueuse de la part des INKOTANYI de leurs ressorts.

Au demeurant, les autorités locales doivent collaborer avec les  
forces de l'ordre de leurs ressort pour contrôler tout endroit  
susceptible d'être utilisé par l'ennemi pour attenter à l'intégrité  
de notre territoire.

#### D. RWANDA/BURUNDI

Revenant d'un voyage au BURUNDI le 24/09/1992, le Directeur de  
RWANDA FOAM, Monsieur MAKUZA, aurait estimé qu'une attaque du  
RWANDA à partir du BURUNDI serait imminente. Il aurait déclaré  
en effet qu'un contingent serait entraîné au BURUNDI pour ensuite  
attaquer le RWANDA à partir du BUGESERA en même temps que les  
INKOTANYI lanceront une nouvelle attaque à partir de leurs positions  
au NORD pour nous prendre en tenailles.

La normalisation des relations rwando-burundaises ne doit pas  
éblouir. C'est pourquoi notre Ambassade à BUJUMBURA doit vérifier  
cette information tandis que la vigilance à notre frontière SU  
doit rester de mise.

A noter que par son FAX N° 504/C2 du 19/09/1992, l'Ambassade de  
RWANDA à BUJUMBURA confirmait que les jeunes tutsi continuent  
à rejoindre les INKOTANYI au front via le BURUNDI et qu'il sera  
que les recrues subissent d'abord les entraînements militaires  
à NYAMITANGA, Commune BUGANDA en Province de GIBITOKI.  
NYAMITANGA est une vaste étendue de paturage pour vaches des  
réfugiés rwandais, presque inhabitée et qui s'étend tout au long  
de la RUSIZI.

L'Ambassade pense aussi que l'Ecole Technique MUHAZI abritera  
un réseau de recrutement et cite en exemple MUGANGA Juvénal  
... via le BURUNDI le 27/08/1992.